

Duplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE DIJON

R E C E P I S S E D E D E P O T

BP 69
21072 DIJON CEDEX
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS REGISTRE DU COMMERCE - FAILLITES -
BILANS : MINITEL 08.36.29.11.22.

CABINET COUREAU

6 BD CLEMENCEAU

21000 DIJON

V/REF :
N/REF : 93 B 266 / A-3124

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE DIJON CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 22/12/97, SOUS LE NUMERO A-3124,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 30/10/97
DECLARATION DE CONFORMITE
STATUTS MIS A JOUR

APPROBATION DE LA FUSION ABSORPTION DE LA SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL
ENTREPRISE ROGER MARTIN

... CONCERNANT LA SOCIETE
ENTREPRISE ROGER MARTIN
SOCIETE ANONYME
4 AVENUE JEAN BERTIN, PARC TECHNOLOGIQUE
DIJON
21000 DIJON

R.C.S DIJON B 391 338 449 (93 B 266)

LE GREFFIER



A handwritten signature in black ink, appearing to be "L. J. J. J.", written over the stamp.

Déposé au Greffe du Tribunal
de Commerce de Dijon
~~le 2 Dec. 1997~~ sous le N° A 3126

ENTREPRISE ROGER MARTIN

Société anonyme au capital de 14 000 000 Francs
Parc Technologique - 4 av. Jean Bertin - 21000 DIJON
R.C.S. DIJON B 391 338 449

MISE A JOUR DES STATUTS

**A.G.E. du 30 Octobre 1997
(Fusion- absorption)**

Modification de l' article 6 - Apports

STATUTS

Société ERM TP

Société anonyme au capital de 250 000 F

Siège social : Parc Technologique, 4, avenue Jean Bertin - 21000 DIJON

LES SOUSSIGNES :

- 1) **Monsieur Pierre MARTIN**, Dirigeant de sociétés
domicilié 10, rue du Cottage - 21121 FONTAINE LES DIJON
- 2) **Monsieur Jean-Louis BOURROUET**, Dirigeant de sociétés
domicilié à STE MARIE SUR OUCHE - 21410 PONT DE PANY
- 3) **Madame Marie-France BOURROUET**
domiciliée à STE MARIE SUR OUCHE - 21410 PONT DE PANY
- 4) **Madame Simone JEUNET**
domiciliée 1, bd. Alexandre de Yougoslavie - 21000 DIJON
- 5) **Monsieur Vincent MARTIN**
domicilié 10, rue du Cottage - 21121 FONTAINE LES DIJON
- 6) **Société ENTREPRISE HENRI MARTIN**, SA au capital de 400 000 Francs,
siège social : 12, rue Jacques Daguerre - 21300 CHENOVE
Immatriculée au R.C.S. de Dijon sous le numéro B 016 450 157
Représentée au sein des présentes par M. MERKO
- 7) **Société ENTREPRISE ROGER MARTIN**, société anonyme au capital de 4 000 000 F
Siège social : Parc Technologique, 4 ave. Jean Bertin - 21000 DIJON
Immatriculée au R.C.S. de Dijon sous le numéro B 015 550 189
Représentée au sein des présentes par M. Maurice BERGERET

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société anonyme, constituée sans appel public à l'épargne, devant exister entre eux

Article premier - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions, ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- L'entreprise générale de tous travaux publics et particuliers, concernant notamment le pavage, l'asphaltage, le ciment armé, le terrassement, la maçonnerie et tous autres travaux d'entreprise ;
- l'exploitation des carrières ;
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement ;
- et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est: "**ENTREPRISE ROGER MARTIN**"

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A.", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Parc Technologique, 4 avenue Jean Bertin - 21000 DIJON

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à **99 années** à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article 6 - APPORTS

Les soussignés apportent, en numéraire, à la société une somme globale de **250 000 Francs**, correspondant à la valeur nominale de **2 500 actions de 100 Francs** chacune qui ont été souscrites en totalité et libérées d'un Quart (1/4) de leur montant lors de la souscription.

La somme de **62 500 Francs**, montant libéré des actions souscrites a été régulièrement déposée à un compte n° 60 979 G ouvert au nom de la société en formation à la banque Crédit Lyonnais, agence Centre d'Affaires, Rond Point de la Nation à Dijon et les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat de dépôt de fonds délivré par ladite banque sur présentation de la liste des actionnaires mentionnant les sommes versées par chacun d'eux.

La libération du surplus, soit la somme de **75 Francs** par action à laquelle chacun des soussignés s'oblige, interviendra dans les conditions prévues par l'article 9 des présents statuts.

Par traité en date du 14 Mai 1993, approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 Juillet 1993, il a été fait apport par la société SA ROGER MARTIN de sa branche complète d'activité de travaux publics pour une valeur nette de 13 750 000 F, lequel a été rémunéré par l'émission de 137 500 actions nouvelles attribuées à la société SA ROGER MARTIN.

Lors de la fusion-absorption, en date du 30 Octobre 1997, de la société SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, société à responsabilité limitée au capital de 60 000 francs, dont le siège social est situé : 4 avenue Jean Bertin à DIJON , et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro B 015 851 215 ; dans le cadre de l'article 378-1 de la loi de 1966, le patrimoine de ladite société a été transmis. L'actif net des apports, de 12 282 475,20 francs, n'a pas été rémunéré.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **14 000 000 Francs**. Il est divisé en **140 000 actions de 100 Francs** chacune, entièrement libérées et toutes de même rang.

Article 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I. Le captial social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

Sous réserve des dispositions de l'article 351 de la loi, l'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils diposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentaiton de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire soit lors de la constitution, soit lors d'une augmentation du capital social doivent être libérées, lors de leur souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans soit à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

II. La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société établit la liste des actionnaires avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute assemblée et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

III. Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, soit à une personne nommée administrateur, dans la limite du nombre des actions nécessaires à l'exercice de sa fonction, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après :

1°- En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

A cette déclaration doit être jointe, le cas échéant, l'attestation d'inscription en compte dans laquelle sont comprises les actions dont la cession est projetée.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le conseil d'administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2°- Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le conseil d'administration avisera les actionnaires, par lettre recommandée, de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au conseil d'Administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le conseil d'administration, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3°- Si aucune demande d'achat n'a été adressée au conseil d'administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le conseil d'administration peut faire acheter les actions disponibles par un/**ou** des tiers.

4°- Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le conseil d'administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé de réception. L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 6° ci-après.

5°- Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance, non susceptible de recours, du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de réfère, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6°- Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le conseil d'administration notifie à l'actionnaire cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

7°- La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président du conseil d'administration ou d'un délégué du conseil sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis est donné audit titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts.

8° - Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9°- La clause d'agrément, objet du présent article peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves provisions ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au conseil d'administration pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

10°-En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra, en conséquence, faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société, dans les conditions fixées au **1°** ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du conseil d'administration, dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les **2° à 4° ci-dessus**.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai stipulé sous le **5° ci-dessus**, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

Article 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS.

I. Chaque actions donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées , générales dans les conditions légales et statutaires.

II. Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

III. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

IV. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

V. A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations, ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Article 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - USUFRUIT - NUE-PROPRIETE

I. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

II. Sauf convention contraire notifiée à la société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires

Article 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Limite d'âge

I. La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, sous réserve des dérogations prévues par la loi.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Toutefois en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

II. La durée de leurs fonctions est de **6 années**.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Nul ne peut être nommé administrateur, si ayant dépassé l'âge de **80 ans**, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si du fait qu'un administrateur en fonction vient à dépasser l'âge de 80 ans, la proportion du tiers susvisé est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

III. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier à la société, sans délai, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

IV. En cas de vacance, par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations effectuées par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Si le nombre des administrateurs est devenu inférieur à trois, les administrateurs restant doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en vue de compléter l'effectif du conseil.

V. Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir simultanément à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Cette antériorité n'est pas requise si la société est constituée depuis moins de deux ans. Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Article 15 - ACTIONS DE FONCTION

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'une action de la société.

Les administrateurs nommés au cours de la vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

Article 16 - BUREAU DU CONSEIL

Limite d'âge

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Président Directeur Général s'il est âgé de plus de **75 ans**. D'autre part, si le Président Directeur Général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration nomme de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général, ou le vice-président le plus ancien. A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

Article 17 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

I. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, télégramme ou télex. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions à l'ordre du jour.

II. Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues. Toutefois, lorsque le conseil d'administration est appelé à statuer sur un projet de cession d'actions à un tiers non actionnaire dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts, la décision d'agrément est prise à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, le cédant, s'il est administrateur, ne prenant pas part au vote.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

III . Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents, représentés ou absents.

IV. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Article 18 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

Article 19 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

I. Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le président du conseil d'administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

II. Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général et, dans les cas prévus par la loi, deux ou cinq directeurs généraux.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques, ils peuvent être choisis parmi les administrateurs, ou en dehors d'eux, sauf lorsque la société comporte cinq directeurs généraux ; dans ce cas, trois d'entre eux au moins doivent être administrateurs.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de **plus de 75 ans**. D'autre part, si un directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président ; en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminées par le conseil d'administration, en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Article 20 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II. La rémunération du président du conseil d'administration et celle des directeurs généraux sont fixées par le conseil d'administration. Elles peuvent être fixes ou proportionnelles, ou à la fois fixes et proportionnelles.

III. Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Article 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Toute convention, à l'exception de celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions prévues par la loi.

Article 22 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire ainsi que les autres documents prévus par la loi sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire, ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Article 23 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires aux comptes titulaires nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Article 24 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 25 - CONVOCAATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration, ou, à défaut, par le ou les commissaires aux comptes, ou par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite, quinze jours avant la date de l'assemblée soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, contenant les indications prescrites par la loi, soit par lettre simple ou recommandée contenant les mêmes indications.

Dans le premier cas, chacun des actionnaires doit être également convoqué par lettre ordinaire, ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocations de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Article 26 - ORDRE DU JOUR

- I.** L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
- II.** Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.
- III.** L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 27 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

- I.** Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et d'une inscription de ses actions sur un compte tenu par la société 5 jours avant la réunion de l'assemblée.
- II.** Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire : à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.
- Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.
- III.** Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration ; dans ce cas, le document unique doit comporter les mentions et indications prévues par les dispositions réglementaires.

Le formulaire doit parvenir à la société 3 jours avant la date de la réunion de l'assemblée.

Article 28 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX.

I. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataires, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

II. Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Si l'assemblée est convoquée par le ou les commissaires aux comptes, l'assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, disposant tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité, et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

III. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 29 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

I. Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société dans le délai ci-dessus prévu.

II. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Toutefois, lorsque les actions de la société sont possédées par une ou plusieurs sociétés dont elle détient directement ou indirectement le contrôle, il ne peut être tenu compte des droits de vote attachés à ces actions que dans la limite de 10 % des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

III. Au cas où des actions sont nanties, le droit de vote est exercé par leur propriétaire.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage ; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

IV. Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

Article 30 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

I. L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis ;
- statuer sur la répartition et l'affectation du résultat en se conformant aux dispositions statutaires ;
- donner ou refuser quitus de leur gestion aux administrateurs ;
- nommer et révoquer les administrateurs ;
- nommer le ou les commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration ;
- fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration ;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration ;
- autoriser les émissions d'obligations ordinaires ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées ;
- autoriser les émissions de titres participatifs.

II. L'assemblée générale ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance dans le délai prescrit possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance dans le délai prescrit, sous réserve de la limitation prévue à **l'article 29** ci-dessus.

Article 31 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

I. L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

II. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

III. Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans limitation, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions.

Article 32 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée générale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire, sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées des titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Article 33 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Article 34 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le **1er Avril et finit le 31 Mars** de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au **31 Mars 1994**.

Article 35 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Un état des cautionnements, avals et garanties donnés et des sûretés consenties par la société est annexé au bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 36 - FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Réserve légale - Réserve ou report à nouveau- Dividende

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation, n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 37 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

I. L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions, dans les conditions légales.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'assemblée, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de celle-ci. Ce délai peut être suspendu, pour une durée ne pouvant excéder trois mois, par décision du conseil d'administration, en cas d'augmentation du capital.

II. Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 38 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions de l'article 8-II ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions visées aux alinéas 1 ou 2 ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 39 - DISSOLUTION - LIQUIDATION OU TRANSMISSION UNIVERSELLE DU PATRIMOINE

I. Hormis les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

II. Sauf en cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, soit par une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

III. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elle sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, que lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Article 40 - CONTESTATIONS

Juridiction de droit commun

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 41 - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés comme premiers administrateurs de la société pour une durée de **3 années**, qui se terminera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1995 - 1996 (31 Mars 1996) tenue au cours de l'année 1996.

- * **Monsieur Pierre MARTIN**, Dirigeant de sociétés
domicilié 10, rue du Cottage - 21121 FONTAINE LES DIJON
- * **Monsieur Jean-Louis BOURROUET**, Dirigeant de sociétés
domicilié à STE MARIE SUR OUCHE - 21410 PONT DE PANY
- * **Société HENRI MARTIN**, SA au capital de 400 000 Francs,
siège social : 12, rue Jacques Daguerre - 21300 CHENOVE
Immatriculée au R.C.S. de Dijon sous le numéro B 016 450 157
- * **Société ENTREPRISE ROGER MARTIN**, société anonyme au capital de 4 000 000 F
Siège social : Parc Technologique, 4 ave. Jean Bertin - 21000 DIJON
Immatriculée au R.C.S. de Dijon sous le numéro B 017 350 794

à ce présents, déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter la mission qui vient de lui être confiée et ne faire l'objet d'aucune incompatibilité ou interdiction.

Article 42 - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES (titulaire et suppléant)

Sont désignés comme commissaires aux comptes de la société pour une durée de **six exercices**, leurs fonctions expirant après la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes du sixième exercice.

En qualité de commissaire titulaire :

Monsieur Jean-Pierre COUREAU, Commissaire aux Comptes inscrit près la Cour d'Appel de Dijon
demeurant 6, Boulevard G. Clémenceau à DIJON

En qualité de commissaire suppléant :

Monsieur Camille CONIO, Commissaire aux Comptes inscrit près la Cour d'Appel de Grenoble.
demeurant L'Oisans - 6, Chemin de l'Hermitage à MEYLAN (38240)

à ce intervenants, déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter la mission qui vient de lui être confiée et ne faire l'objet d'aucune incompatibilité ni interdiction.

La rémunération du commissaire aux comptes titulaire sera fixée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 43 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois en exécution du traité d'apport partiel d'actif, il est convenu que la société reprend tous les actes accomplis à compter du 1er Avril 1993 par l'ENTREPRISE ROGER MARTIN dans le cadre de sa branche complète d'activité de travaux publics.

L'immatriculation de la société emportera de plein droit reprise par elle des engagements ci-dessus mentionnés.

Article 44 - PUBLICITE

En vue d'accomplir la publicité relative à la constitution de la société, tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Pierre MARTIN l'un des premiers actionnaires, à l'effet de :

- Signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales du département du siège social ;
- Procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Tous pouvoirs sont également donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présents statuts pour effectuer les dépôts et formalités prescrits par la loi.

Article 45 - FRAIS

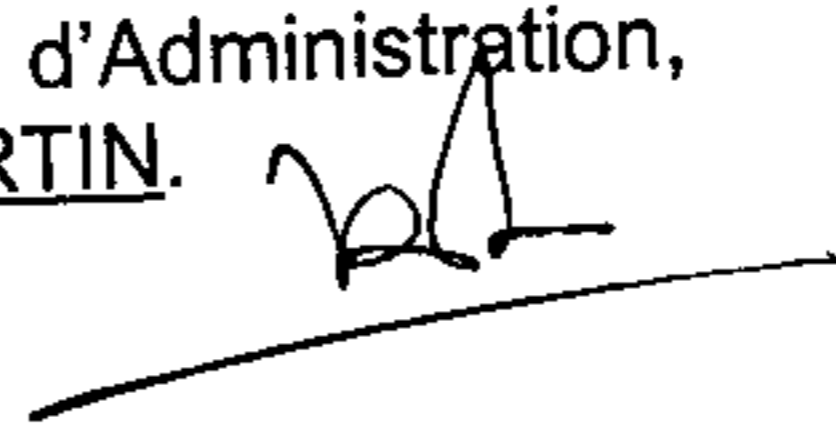
Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

certifié conforme à l'original

Fait à DIJON, le 31 Octobre 1997

Le Président du Conseil d'Administration,
Pierre MARTIN.



Déclaration de régularité et de conformité

Les soussignés :

1°

Monsieur **BOURROUET Jean-Louis**, agissant en qualité d'Administrateur de la société **ENTREPRISE ROGER MARTIN**, société anonyme au capital de 14 000 000 francs, dont le siège social est situé : 4 avenue Jean Bertin à DIJON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro B 391 338 449, et comme mandataire de Messieurs Pierre MARTIN, Maurice BERGERET (représentant permanent de la SA ROGER MARTIN), et Philippe MERKO (représentant permanent de la SA ENTREPRISE HENRI MARTIN), seuls autres administrateurs de ladite société, en vertu d'une procuration sous seing privée en date à DIJON, du 30 Octobre 1997,

2°

Monsieur **Pierre MARTIN**, domicilié 10 rue du Cottage à FONTAINE LES DIJON, en qualité de seul gérant de la société **SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN**, société à responsabilité limitée au capital de 60 000 francs, dont le siège social est situé 4 avenue Jean Bertin à DIJON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON, sous le numéro B 015 851 215,

Relatent, à l'appui de la demande d'inscription modificative qu'ils déposent au Registre du Commerce et des Sociétés :

1) Les sociétés SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, et ENTREPRISE ROGER MARTIN ayant envisagé le principe de leur fusion, le Conseil d'Administration de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN du 25 Août 1997, et la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Août 1997 pour la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, ont arrêté le projet de fusion entre les deux sociétés.

2) Ce projet a été signé, par Monsieur Jean-Louis BOURROUET, en qualité d'Administrateur de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN et spécialement habilité à cet effet aux termes d'une délibération du Conseil du 25 Août 1997, et par Monsieur Pierre MARTIN, en qualité de gérant de la SA SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, par acte sous seing privé du 19 Septembre 1997.

3) Sur requête de Monsieur Pierre MARTIN, Président du Conseil d'Administration de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN, Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de DIJON a désigné, en qualité de Commissaire aux Apports, Monsieur Frédéric GORECKI, 8 rue Paul Verlaine à DIJON.

4) Un original du projet de fusion a été déposé au greffe du Tribunal de Commerce de DIJON, le 29 Septembre 1997.

5) Un avis unique du projet de fusion a été publié par TERRES DE BOURGOGNE, suite à une demande d'insertion effectuée le 29 Septembre 1997.

La publication de cet avis n'a été suivie d'aucune opposition.

6) L'ensemble des documents devant être mis à la disposition des actionnaires, au siège social, l'a été le 1er Octobre 1997 et le 22 Octobre 1997 pour le rapport du Commissaire aux Apports

7) Le rapport du Commissaire aux Apports a été déposé au greffe de DIJON, ainsi qu'au siège social.

8) Compte tenu des dispositions de l'article 378 - 1 de la loi du 24 Juillet 1966, il n'y a pas eu lieu à Assemblée Générale Extraordinaire de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN.

9) L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN du 30 Octobre 1997 a approuvé le projet de fusion avec la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, ainsi que les apports effectués et leur évaluation.

La SA ENTREPRISE ROGER MARTIN détenant, depuis le dépôt au greffe du projet de fusion, la totalité des parts de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, il n'y a pas lieu à augmentation de capital. Ladite assemblée a constaté la réalisation définitive de la fusion et la dissolution de plein droit, sans liquidation, de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN.

Elle a modifié en conséquence l'article 6 de ses statuts.



10) L'insertion de l'avis unique de réalisation de la fusion a été demandée le 5 Novembre 1997 au journal d'annonces légales TERRES DE BOURGOGNE.

En conséquence des déclarations qui précèdent, les soussignés, tant en leur nom personnel que comme mandataire, affirment que la fusion-absorption de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, par la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN, dans le cadre des dispositions de l'article 378-1 de la loi du 24 Juillet 1966, a été réalisée conformément à la loi et aux règlements, et que la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN se trouve définitivement et régulièrement dissoute, sans liquidation.

Avec deux originaux de la présente déclaration, ils déposent :

- ◆ *un original du mandat,*
- ◆ *deux exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN, annexés du traité de fusion,*
- ◆ *un exemplaire du journal d'annonces légales,*
- ◆ *deux copies certifiées conformes des statuts mis à jour de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN,*
- ◆ *un formulaire M4 pour la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN.*

Fait à Dijon,
le 7 Novembre 1997;
en quatre originaux.

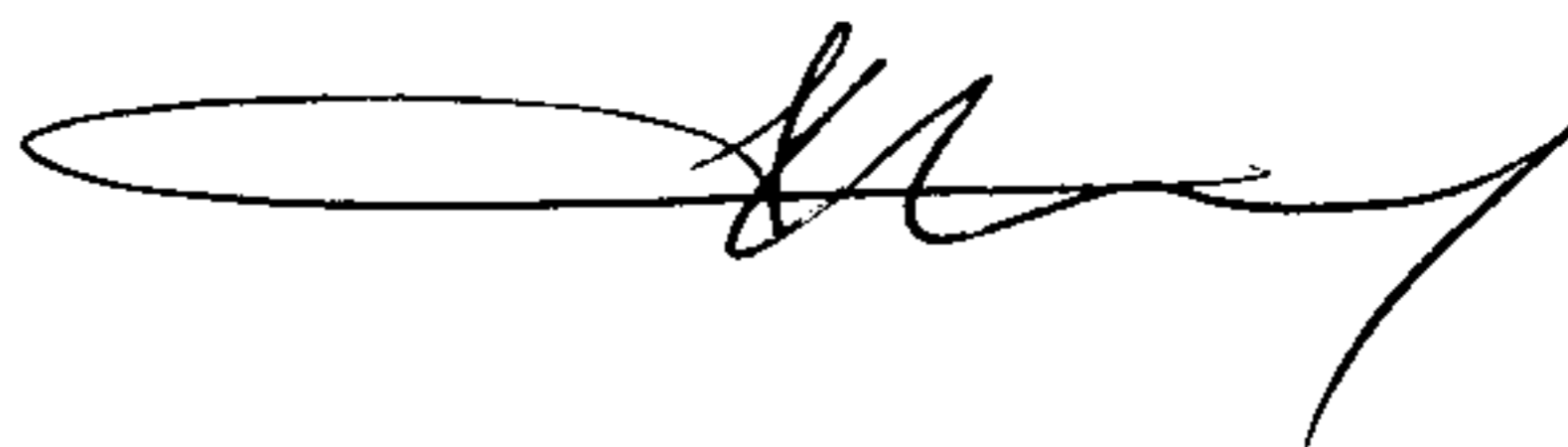
Monsieur Pierre MARTIN,

*pour la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE
MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN*



Monsieur Jean-Louis BOURROUET,

pour la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN



ENTREPRISE ROGER MARTIN

SA au capital de 14 000 000 F

Siège social : 4 av. Jean Bertin - 21000 DIJON

RCS DIJON B 391 338 449

MANDAT A L'EFFET DE SIGNER LA DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

Les soussignés :

- * Monsieur Pierre MARTIN, domicilié 10 rue du Cottage à DIJON,
- * Monsieur BERGERET, représentant permanent de la SA ROGER MARTIN, 4 avenue Jean Bertin à DIJON,
- * Monsieur Jean-Louis BOURROUET, domicilié 8 rue Eugène Guillaume à DIJON,
- * Monsieur Philippe MERKO, représentant permanent de la SA ENTREPRISE HENRI MARTIN, 12 rue Jacques Daguerre à CHENOVE,

Agissant en qualité d'administrateurs de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN, société anonyme au capital de 14 000 000 francs, dont le siège social est situé 4 avenue Jean Bertin à Dijon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro B 391 338 449,

Constituent pour leur mandataire :

Monsieur Jean-Louis BOURROUET, administrateur de ladite société,

A l'effet de signer pour leur compte la déclaration établie en application de l'article 374, alinéa 3, de la loi du 24 Juillet 1966, relatant le déroulement de la fusion-absorption de la société SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, par la société ENTREPRISE ROGER MARTIN, ainsi que ses conséquences pour la société, et affirmant que l'opération a été réalisée en conformité de la loi et des règlements.

Fait à Dijon, le 30 Octobre 1996.

P. MARTIN

M. BERGERET

J.L. BOURROUET

P. MERKO



93B266

Déposé au Greffe du Tribunal
de Commerce de Dijon
le 22 DEC 1997 sous le N° A 3124

SA ENTREPRISE ROGER MARTIN
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 14 000 000 FRANCS
SIÈGE SOCIAL : PARC TECHNOLOGIQUE - 4 AV. JEAN BERTIN - 21000 DIJON
R.C.S. DIJON B 391 338 449

Procès-verbal des délibérations de l'

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

du 30 Octobre 1997

L'an mil neuf cent quatre vingt dix sept,
Le 30 Octobre à huit heures.

Les actionnaires de la société se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire annuelle sur convocation faite par le Conseil d'Administration, par lettres recommandées adressées aux actionnaires nominatifs.

Il a été établi une feuille de présence, à laquelle ont été annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires, et qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée au moment de son entrée en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Pierre MARTIN, Président du Conseil d'Administration,

Monsieur MERKO et Monsieur BERGERET, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur BOURROUET est désigné aux fonctions de secrétaire.

Monsieur le Président déclare en outre que Monsieur Jean-Pierre COUREAU, Commissaire aux Comptes de la société, régulièrement convoqué, est présent.

La feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés réunissent plus que le quorum du tiers requis par la loi, et qu'en conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Face Annexe
art. 905 du C.G.I.

Puis, Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- * les copies des lettres, recommandées avec accusés réception, de convocation adressées aux actionnaires,
- * la copie et l'avis de réception de la lettre recommandée de convocation adressée au Commissaire aux Comptes,
- * la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés et la liste des actionnaires,
- * un original du projet de fusion,
- * le récépissé du dépôt au greffe du projet de fusion,
- * le journal d'annonces légales contenant l'avis du projet de fusion,
- * le rapport du Commissaire aux Apports,
- * le texte du projet des résolutions proposées.

Monsieur Le Président présente également à l'Assemblée les documents sociaux dont il résulte que la société a détenu en permanence, depuis la date du dépôt au greffe du projet de fusion jusqu'à ce jour, la totalité des actions de la société absorbée ; et déclare que les documents devant être mis à disposition des actionnaires l'ont été dans les délais légaux et que la société a répondu aux demandes concernant lesdits documents.

L'Assemblée lui en donne acte.

Monsieur le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- ◆ *rapport du Commissaire aux Apports.*
- ◆ *approbation du projet de fusion par absorption de la société Société Auxiliaire de Matériel Entreprise Roger Martin, filiale à 100 %.*
- ◆ *constatation de la réalisation définitive de la fusion et dissolution simultanée, sans liquidation, de la société Société Auxiliaire de Matériel Entreprise Roger Martin.*
- ◆ *approbation de la prime de fusion.*
- ◆ *modification des statuts.*
- ◆ *pouvoirs.*

Monsieur Le Président donne ensuite lecture du projet de fusion et du rapport du Commissaire aux Apports, puis il déclare la discussion ouverte.



Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

Diverses observations sont échangées, et, personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du projet de fusion avec la société SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, aux termes duquel il lui est fait apport de la totalité de l'actif à charge de la totalité du passif, approuve dans toutes ses parties ledit projet.

La société étant propriétaire de la totalité des actions de la société SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, depuis la date du dépôt au greffe du projet de fusion, il n'y a pas lieu à augmentation de son capital, et, la société absorbée sera dissoute, sans liquidation, du seul fait de la réalisation définitive de la fusion.

La différence entre la valeur nette des biens de la société absorbée et la valeur comptable des actions de ladite société au bilan, soit 3 214 166,20 francs, sera inscrite à un compte « prime de fusion » sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire aux Apports, approuve les apports effectués par la société SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



Face Annulée.
art. 905 du **C.G.I.**

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence des résolutions qui précèdent, constate que la fusion avec la société SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN est devenue définitive.

Elle constate, de ce fait, que la société SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN se trouve dissoute à compter de ce jour, sans liquidation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence des résolutions qui précèdent, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 6 des statuts :

Article 6 APPORTS :

A la fin du texte antérieur, il est ajouté le paragraphe suivant :

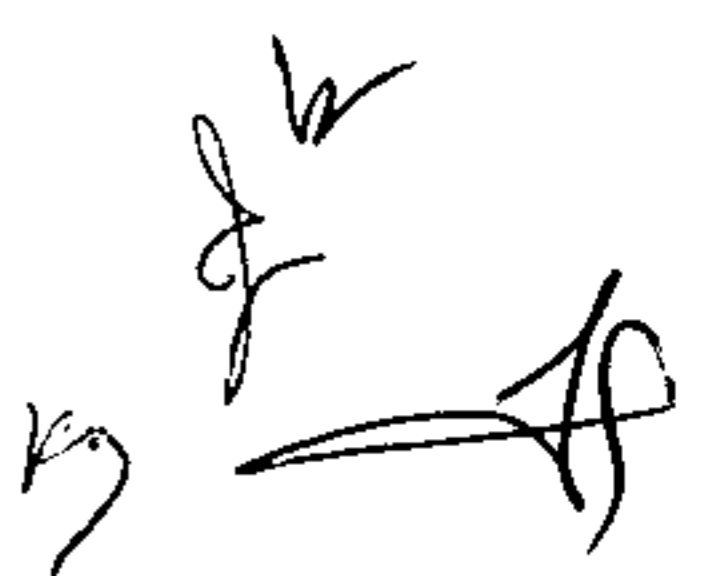
« Lors de la fusion-absorption, en date du 30 Octobre 1997, de la société SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, société à responsabilité limitée au capital de 60 000 francs, dont le siège social est situé : 4 avenue Jean Bertin à DIJON , et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro B 015 851 215 ; dans le cadre de l'article 378-1 de la loi de 1966, le patrimoine de ladite société a été transmis. L'actif net des apports, de 12 282 475,20 francs, n'a pas été rémunéré. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou extraits des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président déclare la séance levée à 9 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau, après lecture.

Le Président

Pierre MARTIN



Les Scrutateurs

Philippe MERKO



Le Secrétaire

Jean-Louis BOURROUET



Maurice BERGERET



VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A DIJON NORD

27 NOV. 1997 Bord. n° 804/1
reçu : des sceilles Reintant Auguassat des p.
E 1220
T 1632
9852



Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

SOCIETE ABSORBANTE :

SA ENTREPRISE ROGER MARTIN

siège social : 4 av. Jean Bertin
Parc Technologique
21000 DIJON

R.C.S. DIJON B 391 338 449

SOCIETE ABSORBEE :

**SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL
ENTREPRISE ROGER MARTIN**

siège social : 4 av. Jean Bertin
Parc Technologique
21000 DIJON

R.C.S. DIJON B 015 851 215

TRAITE DE FUSION - ABSORPTION SIMPLIFIEE

***De :* La Sarl Societe Auxiliaire De
Materiel Entreprise Roger Martin**

***Par :* La Sa Entreprise Roger Martin**

✓
A

Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

ACTE DE FUSION

Entre les soussignés :

1)

La **SA ENTREPRISE ROGER MARTIN**, société anonyme de 14 000 000 francs, dont le siège social est situé à DIJON - 4 avenue Jean Bertin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON, sous le numéro B 391 338 449,

Représentée par Monsieur Jean-Louis BOURROUET, en qualité d'Administrateur spécialement habilité aux termes d'une délibération du Conseil du 25 Août 1997.

Ci-après désignée « SA ENTREPRISE ROGER MARTIN »,

De première part.

2)

La **SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN**, société à responsabilité limitée, au capital de 60 000 francs, dont le siège social est situé à DIJON - 4 avenue Jean Bertin, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON, sous le numéro B 015 851 215,

Représentée par Monsieur Pierre MARTIN, gérant statutaire,

Ci-après désignée « SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN »,

De deuxième part.



Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

Ont exposé ce qui suit :

Préalablement au projet de fusion absorption de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, par la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN, faisant l'objet du présent acte.

I EXPOSE PREALABLE :

1.1 EXPOSE PRELIMINAIRE

1. Le capital de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN est représenté par 140 000 actions de 100 francs chacune, toutes de même rang. Cette société n'a pas créé de parts bénéficiaires ni d'obligations.
2. Le capital de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, est représenté par 3 000 parts de 20 francs chacune, toutes de même rang.
3. Les sociétés SA ENTREPRISE ROGER MARTIN et SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN ont l'intention de fusionner par voie d'apport de tout l'actif de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN et la prise en charge de son passif.
4. A cet effet, la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN ne procédera pas à une augmentation de capital par voie de création de parts nouvelles devant être attribuées aux associés de la société absorbée du fait qu'elle détient déjà la totalité des parts de la société absorbée, en conséquence, l'opération de fusion est régie par l'article 378-1 de la loi du 24 Juillet 1966.

1.2 EXPOSE GENERAL

a) Motifs et buts de la fusion

1. La SA ENTREPRISE ROGER MARTIN a été constituée en 1993, sous forme de société anonyme pour une durée de 99 ans, les formalités légales ayant régulièrement été effectuées. Il lui a été donné pour objet : « *l'entreprise générale de tous travaux publics et particuliers concernant notamment le pavage, l'asphalte, le ciment, le terrassement, la maçonnerie..., et l'exploitation de carrière.* ».
Son capital social, son siège social et son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés actuels sont mentionnés en tête des présentes.



2. La SARL SOCIETE AUXILIAIRE ENTREPRISE ROGER MARTIN a été constituée en 1951 sous la forme d'une société à responsabilité limitée, pour une durée de 99 ans, les formalités légales ayant été effectuées. Il lui a été donné pour objet : « l'acquisition et l'exploitation de tous matériel ». Son capital social, son siège social et son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés actuels sont mentionnés en tête des présentes.
3. Il est donc apparu opportun d'édifier une structure plus homogène et de rassembler ces activités complémentaires.
4. Chacune de ces sociétés clôture son exercice social à la date du 31 Mars.
5. La fusion-absorption de ces deux sociétés paraît donc souhaitable et aura pour conséquence de réaliser une restructuration de la société absorbante.

b) Bases de la fusion

Chacune des deux sociétés la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN et la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN a, à la date du 31 Mars 1997 établi une situation comptable dont un exemplaire a été communiqué par chacune d'elle à l'autre.

Les inventaires et bilans ont servi à déterminer :

- ◆ d'une part, les éléments d'actif et de passif qui seront respectivement apportés à la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN, ou pris en charge par elle au titre de la fusion,
- ◆ et d'autre part la rémunération de l'apport fusion net consenti par la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN.

Toutes les opérations actives ou passives effectuées par la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN depuis le 31 Mars 1997, jusqu'au jour de la réalisation définitive de la fusion, seront reprises à son compte par la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN.

Les comptes afférents à cette période lui seront remis dès la réalisation définitive de la fusion.

Les comptes du dernier exercice social de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN et de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN seront approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires en date du 24 Septembre 1997.



Foto Anillo
ca. 1918 de G.G.I.

Les résultats , sous réserve de l'approbation des Assemblées Générales Ordinaires, seront affectés de la manière suivante :

◆ SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN

Résultat de l'exercice 258 501 francs, affectés à :

* « la réserve de prévoyance » pour..... 258 501 francs

◆ SA ENTREPRISE ROGER MARTIN

Résultat de l'exercice 429 834, 61 francs, affectés à :

* « la réserve légale » pour 21 491,74 francs

* « la réserve de prévoyance » pour..... 408 342,87 francs

Cela exposé, les soussignés ès-qualités, ont fixé de la manière suivante les apports et conditions de la fusion-absorption de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN par la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN.

II FUSION - ABSORPTION :

2.1 APPORT - FUSION DE LA SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN

La SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN apportera à la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN sous les garanties de droit, l'universalité de ses biens mobiliers et immobiliers composant son actif à la date du 31 mars 1997, à charge pour la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN d'acquitter les dettes constituant à la même date le passif de la société apporteuse, la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, tel que le tout existera au jour de la réalisation définitive de la fusion, sans exception ni réserve.

La SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN apportera en conséquence les biens dont la désignation suit pour leur valeur ci-après indiquée, estimée à ladite date, à savoir :



Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

<u>Biens apportés</u>	<u>Montants en francs</u>
a) Le matériel industriel et outillage, le tout décrit et estimé en un état qui a été remis par la société apporteuse à la société bénéficiaire, pour une valeur de.....	15 882 000,00 F
b) Le matériel de transport, le tout décrit et estimé en un état qui a été remis par la société apporteuse à la société bénéficiaire, pour une valeur de.....	2 041 000,00 F
c) Les dépôts et cautionnements, le tout décrit et estimé en un état qui a été remis par la société apporteuse à la société bénéficiaire, pour une valeur de.....	331 100,00 F
d) Les disponibilités, le tout décrit et estimé en un état qui a été remis par la société apporteuse à la société bénéficiaire, pour une valeur de.....	6 686 514,40 F
e) Les charges constatées d'avance, pour.....	71 843,96 F
Total de l'évaluation des biens apportés	25 012 458,36 F

Charge de passif

Les apports seront faits, à la charge de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN de payer, en l'acquit et pour le compte de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, l'intégralité de son passif à la date du 31 Mars 1997, le tout pour un montant de **12 729 983,16 francs**, se décomposant en :

Capitaux restant dûs sur emprunts	6 683 750,00 F
Avances en comptes courants d'associés	2 063 740,36 F
Fournisseurs	231 446,80 F
Etat IS sur plus-values d'apport (9 003 950 x 41,66%).....	3 751 046,00 F

	12 729 983,16

Evaluation de l'actif net

- ◆ Les biens à l'actif étant apportés pour une valeur de 25 012 458,36 francs
- ◆ Le passif pris en charge par la société bénéficiaire s'élevant à 12 729 983,16 francs

⇒ L'actif net apporté par la société absorbée est évalué à..... 12 282 475,20 francs

Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

2.2 PROPRIETE - JOUISSANCE

La société bénéficiaire, la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN, sera propriétaire des biens apportés à compter du jour de l'Assemblée Générale extraordinaire qui approuvera la fusion.

Elle prendra en charge les opérations actives et passives effectuées par la société apporteuse, la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, depuis le 1er Avril 1997 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, comme il sera indiqué ci-après.

Les comptes de la société absorbée afférents à cette période seront remis à la société absorbante par le gérant de la société absorbée.

2.3 CHARGES ET CONDITIONS - PRISE EN CHARGE DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'apport - fusion ci-dessus énoncé sera sous les conditions suivantes :

- ◆ La société bénéficiaire prendra les biens à elle apportés par la société apporteuse dans l'état où ils se trouveront au 31 Mars 1997, date à partir de laquelle elle prendra en charge toutes les opérations actives et passives réalisées par la société apporteuse, sans pouvoir réclamer aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit.
- ◆ Elle supportera et acquittera, à compter de la même date du 31 Mars 1997, tous impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques grevant ou pouvant grever les biens apportés.
- ◆ Elle exécutera, à compter du même jour, tous traités, marchés et conventions intervenus avec tous tiers quelconques et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques, et sera subrogée dans tous les droits et obligations en découlant, à ses risques et périls, sans recours possible contre les sociétés apporteuses.
- ◆ Enfin, elle remplira, dans les délais légaux, toutes les formalités requises en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des divers éléments d'actif compris dans l'apport - fusion.

h
f

2.4 REMUNERATION DE L'APPORT - FUSION

a) Compte tenu du fait que la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN détient la totalité des parts de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN, il ne sera donc pas procédé à une augmentation de capital.

b) Boni de Fusion :

La valeur des parts de la société absorbée détenues par la société absorbante retenue dans le présent projet étant de 9 068 309 francs

et, la valeur comptable de ces actions dans les livres de la société absorbante étant de 12 282 475, 20 francs

La différence, soit : 3 214 166, 20 francs
constitue le *boni de fusion*,

Laquelle somme sera inscrite au bilan de la société absorbante à un compte « *Boni de fusion* ».

III DECLARATIONS GENERALES :

Monsieur Pierre MARTIN, ès-qualité, au nom de la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN déclare :

- ◆ que cette société entend faire apport-fusion à la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN de l'intégralité des biens composant son patrimoine social, sans aucune exception ni réserve, et qu'en conséquence, il prend, ès-qualités, l'engagement formel au cas où se révélerait ultérieurement l'existence d'éléments omis dans la désignation ci-dessus, de constater la matérialité de son apport par acte complémentaire, étant formellement entendu que toute erreur ou omission ne serait pas susceptible de modifier la valeur nette globale des apports en question ;
- ◆ que la société apporteuse n'est pas en état de cessation des paiements, qu'elle n'a jamais été déclarée en état de liquidation des biens ou admise en règlement judiciaire avec le bénéfice d'un concordat, et qu'elle ne se trouve pas sous le coup d'une procédure de redressement judiciaire ;
- ◆ que la société apporteuse se désiste expressément du privilège de vendeur qui pourrait théoriquement lui profiter à raison de la charge imposée à la société bénéficiaire de supporter son passif à la date du 31 mars 1997 et ce, tant au titre des biens mobiliers qu'immobiliers ;



- ◆ que les chiffres d'affaires (hors taxes) et les bénéfices réalisés par elle, au titre de chacun des trois derniers exercices d'exploitation, se sont élevés aux montants suivants :

<u>Exercice clos le :</u>	<u>Chiffres d'affaires en frs</u>	<u>Bénéfices en frs</u>
31 mars 1995	8 139 768	545 439
31 mars 1996	8 010 590	781 205
31 mars 1997	4 815 555	258 501

- ◆ enfin, que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent aux dites années ont fait l'objet de l'inventaire prescrit par la loi du 29 Juin 1935 et seront, dès la réalisation définitive de la fusion remis à la société bénéficiaire.

IV DECLARATIONS D'ORDRE FISCAL :

- 1) Les parties déclarent opter pour l'application, à l'opération de fusion des sociétés qu'elles présentent, du régime de faveur institué par **l'article 210 A du Code Générale des Impôts.**

En conséquence, Monsieur Jean-Louis BOURROUET, représentant de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN, déclare, en tant que de besoin, obliger la société bénéficiaire :

- ◆ à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient dans les écritures de la société apporteuse,
- ◆ à réintégrer dans ses bénéfices imposables, de manière échelonnée, les plus-values afférentes aux éléments amortissables reçus en apport, à l'exception toutefois des plus-values à long terme que la société apporteuse a pu décider de soumettre volontairement à l'impôt au moment de la fusion,
- ◆ à se substituer à la société apporteuse pour la réintégration des plus-values dont l'imposition avait été différée chez cette dernière,
- ◆ à reprendre au passif de son bilan les provisions et la « réserve spéciale des plus values à long terme » constituées par la société apporteuse,

W
A

Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

- ◆ à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, au point de vue fiscal, dans les écritures de la société apporteuse.
- ◆ à inscrire, dans le passif pris en charge, l'IS relatif aux plus-values calculées par différence entre la valeur d'apport des immobilisations amortissables apportées à la société absorbante et la valeur nette comptable dans la société absorbée. Le taux de l'impôt sera le dernier connu, soit 41,66%.

2) Monsieur Jean-Louis BOURROUET déclare également obliger la société bénéficiaire à opérer ultérieurement, s'il y a lieu, les régularisations de déduction de TVA prévues aux articles 210, 215, 221 et 225 de l'annexe II du Code Général des Impôts, auxquelles auraient été tenues la société apporteuse, si elle avait poursuivie son activité.

Et il déclare obliger la société qu'il représente à adresser au Service des Impôts dont elle relève une déclaration faisant référence au présent acte et mentionnant le montant de la taxe transférée à la société bénéficiaire à la société apporteuse, conformément aux dispositions de l'instruction administrative du 15 Décembre 1971.

V RÉALISATION DÉFINITIVE DE LA FUSION - CONDITION SUSPENSIVE :

La présente convention de fusion est établie sous la condition suspensive de son approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société bénéficiaire.

Elle produira donc son plein effet dès l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN.

La société apporteuse, à savoir la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE MATIEREL ENTREPRISE ROGER MARTIN, se trouvera dissoute de plein droit par le seul fait de cette réalisation définitive, conformément à la loi.



Face Annulée
art. 905 du C.G.I.

VI FORMALITES ET FRAIS :

La société bénéficiaire remplira, le cas échéant, toutes formalités requises en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des divers éléments d'actifs apportés, notamment au titre des biens mobiliers.

S'il convient; les représentants de la société absorbée interviendront à tout acte nécessaire pour faire toutes déclarations utiles.

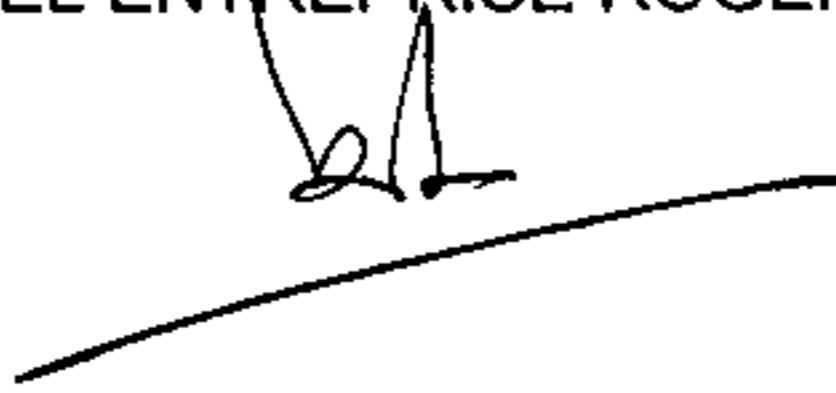
Les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la fusion seront supportés par la société bénéficiaire, à savoir la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN ainsi que Monsieur Jean-Louis BOURROUET, ès-qualité l'y oblige.

Fait à DIJON,
le 28 Octobre 1997,

en six exemplaires,

Monsieur Pierre MARTIN,

pour la SARL SOCIETE AUXILIAIRE DE
MATERIEL ENTREPRISE ROGER MARTIN



Monsieur Jean-Louis BOURROUET,

pour la SA ENTREPRISE ROGER MARTIN



Face Annulée
art. 905 du C.G.I.